

Pourquoi la France doit penser " économie de guerre"

Le front idéologique et militaire contre les démocraties leur impose plus de défense et moins de consommation



" Les risques géopolitiques constituent actuellement le danger le plus important pour l'économie mondiale, a souligné Bruno Le Maire. ©SIPA

*Economie et Politique,
La chronique de Jean-Michel Lamy*

Occident global contre Sud global. Cette formulation, signée Poutine, est globalement fausse. Mais à bas bruit, elle pourrait devenir autoréalisatrice. Les guerres de l'Ukraine et d'Israël contre les envahisseurs se jouent à la fois sur le terrain idéologique et militaire. En défendant leur territoire, les deux capitales défendent les valeurs de l'universalisme démocratique. En combattant un rêve impérial d'annexion dans un cas et un rêve d'anéantissement dans l'autre, les deux capitales luttent pour leur identité.

Ces conflits pèsent déjà sur le destin du modèle économique européen. Les dirigeants des Vingt-Sept devront " vendre à leurs opinions plus d'investissement dans les secteurs de la défense et de la sécurité, et expliquer où sera pris l'argent. Cette économie de guerre va progressivement entrer en concurrence avec les demandes de capitaux pour la transition climatique. Au bout du compte, la consommation servira de variable d'ajustement !

Les guerres se rapprochent

Pour Israël, l'irruption des terroristes islamistes du Hamas à l'intérieur de son habitat renvoie à la mémoire des pogroms. Cette dimension n'est réductible à aucune autre. Les chocs en retour de la riposte militaire d'Israël sur la bande de Gaza toucheront le Proche et le Moyen-Orient. Au-delà de cette géographie, les alliés traditionnels d'Israël auront à prendre leurs

responsabilités sans faiblir. Notamment en dissuadant l'Iran de pousser les feux du Hezbollah libanais. L'avenir dira si la diplomatie américaine, voire européenne, arrive à garder la parole en donnant espoir aux Palestiniens autour de la solution " deux peuples, deux États.

" Il ne s'agit plus seulement de différends territoriaux, il est question désormais d'un rejet global des démocraties et de l'Occident

La déstabilisation régionale en cours s'inscrit dans un mouvement presque continu. Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Schuman, livre la litanie des guerres qui se rapprochent de l'Europe : " Géorgie 2008, Syrie 2011, Donbass-Crimée 2014, Ukraine 2022, Arménie 2022-2023, Israël 2023... et ensuite ? Il ajoute : " il ne s'agit plus seulement de différends territoriaux, il est question désormais d'un rejet global des démocraties et de l'Occident.

C'est la grande surprise des dirigeants formés à l'ENA ou à Harvard. Ils ne s'intéressaient pas à l'anthropologie ! Ils auraient compris comment l'univers mental propre à l'islam absorbe toute vie publique autonome l'État est au service de la charia. Et surtout, ils auraient compris que des États peuvent se moderniser sans s'occidentaliser. Dans son dernier ouvrage, 'Quand l'Occident s'empare du monde - XVe -XXIe siècle', le grand anthropologue Maurice Godelier fait ressortir la prétention des régimes politiques autoritaires à constituer au sein de l'économie de marché mondialisée un modèle alternatif aux démocraties libérales. Des regroupements d'intérêt s'opèrent sur ce type de projet. Le processus n'en est qu'à ses débuts.

UE, les vulnérabilités remontent à la surface

Cette fragmentation de l'ordre économique multilatéral gagne les grandes institutions internationales. L'ONU n'a plus la possibilité d'organiser des opérations de maintien de la paix. Les veto du parti russo-chinois bloquent tout au nom de leurs intérêts réciproques. À Marrakech, lors des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale du 13 octobre, il aura été impossible d'avancer, par exemple, sur la réorganisation des quotas du FMI, les quotes-parts du capital de chaque pays. L'accord sur des règles du jeu communes est indispensable. Pékin notamment n'en veut pas. La Chine préfère financer à sa guise les États endettés qui respectent sa vision ethnocentrée du " politiquement correct.

" Dans cet univers cabossé, l'Union européenne (UE), fière de son grand marché et de ses régulations, voit monter à la surface des vulnérabilités jusqu'alors mises sous le boisseau

Dans cet univers cabossé, l'Union européenne (UE), fière de son grand marché et de ses régulations, voit monter à la surface des vulnérabilités jusqu'alors mises sous le boisseau. " L'invasion Poutine du 24 février 2022 contre Kiev a mis en lumière les défaillances des adhérents à la zone euro. Elles sont militaires. Quatorze membres sur vingt cotisent pour moins de 2 % du PIB à ce type de dépenses et ne disposent pas de stocks d'armes suffisants. Elles sont énergétiques. La course aux contrats gaziers à n'importe quel prix en a fait la démonstration. Elles sont industrielles. " Les États les mieux intégrés dans la mondialisation Allemagne, Autriche, Slovaquie voient leur modèle productif ébranlé, pointe la revue 'Politique étrangère' de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Seule la peur du terrorisme peut accélérer l'unification

Ces mises en cause successives du confort en niveau de vie propre au continent commencent à déboucher sur la prise de conscience de la nécessité d'une réactivité tous azimuts. L'UE a besoin d'une force militaire crédible pour disposer d'une

diplomatie européenne crédible susceptible d'être entendue, par exemple le long de la muraille de Chine. Le chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, cherchait le 17 octobre dernier à le faire savoir aux dirigeants chinois : " la guerre en Ukraine nous a transformés en puissance géopolitique, a-t-il assuré. Il y a encore loin de la parole aux actes.

Les modalités d'une articulation UE-Otan sont toujours à inventer. Le degré de dépendance à Washington est à réévaluer. D'ici là, il appartient aux vingt-sept États membres de prendre la mesure des défis. L'Allemagne a choisi de doubler à 100 milliards d'euros ses budgets militaires. Pour autant, rien n'avance sur l'interopérabilité des armes européennes. Une centrale d'achat en commun de matériel militaire relève du voeu pieux. En attendant, la Commission est heureuse d'annoncer que, du 16 au 22 octobre, l'UE réalisera " son tout premier exercice réel militaire depuis la base navale de Rota en Espagne. Pur symbole, signal faible aussi.

En réalité, seule la peur du terrorisme peut être accélérateur d'unification. De proche en proche, des formes de djihadisme d'atmosphère frapperont les Vingt-Sept. Deux Suédois, " des cibles sélectionnées, ont été exécutés ce 16 octobre en plein Bruxelles. Des nations ouvertes aux quatre vents posent aux responsables politiques démocratiquement élus de redoutables défis pour assurer à leurs citoyens paix et tranquillité. C'est pourquoi le concept " d'économie de guerre s'invitera tôt ou tard dans les politiques publiques bruxelloises.

La France est en première ligne

Dans ce nouveau schéma, la France est en première ligne. Elle est particulièrement exposée à cause de la présence sur son sol d'une importante communauté musulmane. À l'inverse, ce serait un atout si ces citoyens se levaient en masse pour dénoncer les dérives de leurs compatriotes sous l'emprise des Frères musulmans. Pour l'heure, c'est dans un climat d'intimidation que les hussards de la République, en tête les professeurs " d'histoire-géo, font face sur le terrain, livres des Lumières à la main.

" La trajectoire financière 2024-2030 de 413 milliards d'euros alloués à la programmation militaire correspond à un doublement du budget des armées de 2017 à 2030. Le Parlement a applaudi

La France doit manoeuvrer avec des handicaps spécifiques parfaitement documentés. Comment dégager des moyens supplémentaires consacrés à la protection du pays à partir du budget 2024 de l'État ? Présenté en rouge à hauteur de 144,5 milliards d'euros, il est accompagné d'une dette publique prévue à 109,7 % d'un PIB estimé à 2 930,8 milliards.

Ces facteurs de fragilité s'inscrivent dans une période post-covid où, depuis 2020, les circuits de production et de distribution sont désorganisés. Les tensions sont manifestes entre la Chine et les États-Unis ou entre l'UE et la Russie. " L'étau se resserre et le ralentissement de l'économie mondiale se confirme, conclut l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) dans le 'Policy Brief' du 17 octobre. Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a acté ce basculement à Marrakech : " les risques géopolitiques constituent actuellement le danger le plus important pour l'économie mondiale. Le renchérissement des coûts se répand sur la planète.

Cette photographie rend critique la mise en oeuvre du glissement stratégique amorcé depuis la guerre en Ukraine. La trajectoire financière 2024-2030 de 413 milliards d'euros alloués à la programmation militaire correspond à un doublement du budget des armées de 2017 à 2030. Le Parlement a applaudi. Nul élu à ce jour ne s'est aventuré à causer arbitrages avec le modèle social !

La hiérarchie militaire prévient pourtant que les fils à tirer sont nombreux. Ils ne concernent pas seulement les stocks de munitions. La guerre de haute intensité, c'est également la mobilisation des ressources de toute la Nation et l'utilisation des leviers de l'économie de guerre comme la sécurisation des approvisionnements de certaines matières premières ou composants. La liaison armée-Nation redevient une idée neuve.